

Monnaie de compensation coopérative ou monnaie pleine de l'état national

Fionn Meier

En Suisse eut lieu le 10 juin 2018 un référendum sur la question de qui doit émettre les francs à l'avenir : banques privées ou banque nationale. Le référendum fut initié par « l'initiative monnaie pleine ». Avec la monnaie pleine, l'argent acquiert un caractère qui s'oppose à une économie mondiale coopérative. Ce dont nous avons besoin ce n'est pas d'une monnaie pleine d'état, mais au contraire d'une monnaie de compensation créée à partir des conditions économiques réelles.

Lorsque nous pensons à la monnaie, nous pensons le plus souvent aux pièces de monnaie ou aux billets de banques. Pourtant cette représentation coïncide à peine avec la réalité. La monnaie s'est volatilisée. Elle n'est plus matérielle, consiste au contraire principalement en chiffres dans des comptes. La plupart des gens utilisent ces chiffres chaque jour. Pourtant d'où ils proviennent et ce qu'ils signifie, cela les intéresse tout aussi peu que la question de savoir d'où provient le penser. La monnaie c'est un moyen pour atteindre un but. L'argent sert à cela, notre penser pareil — que l'on réfléchisse à son origine ou bien justement pas. Nous sommes redevables à l'initiative « monnaie pleine », qui vint en votation le 10 juin 2018, du fait que de plus en plus de gens se tournent vers la question de savoir ce qu'on a en soi avec l'argent, d'où il vient et comment il fonctionne. La découverte qui fut faite à l'occasion par beaucoup, [dans la campagne électorale, *ndt*] c'est que ces chiffres ne sont pas créés par l'état et ni mis en circulation, comme des pièces de monnaie et des billets de banque, par exemple, mais naissent des processus comptables du système des banques d'affaires.

Ce fait concret entraîne aisément à un court-circuit : guidés par la représentation que la monnaie serait quelque chose qui serait fabriquée, on pense aussi que l'argent qui ne consiste qu'en chiffres est fabriqué et mis en circulation aussi. On transpose ainsi la notion qu'on a formée à l'appui des pièces de monnaie et des billets, tout bonnement sur ce phénomène nouveau de l'argent consistant en chiffres purs, sans pourtant questionner la validité de cette notion pour autant.

Ceci mène souvent à la déclaration que les banques « frappent monnaie ». Ce privilège des banques on le ressent ensuite comme inique, ce qui est compréhensible. En y regardant de plus près, il est nonobstant visible que cette conception est défectueuse. Les banques ne battent pas monnaie. Chacun peut le vérifier, aucune banque ne dispose de presse à billets avec laquelle elle les imprime. [La Banque de France à ma connaissance, les fait pourtant bien imprimer quelque part, en outre le crime de fabrication de fausse-monnaie est aussi sévèrement condamné en France que le crime de sang, *ndt*].

Le processus qui dans une premier pas se produit dans le bilan d'une banque est désigné techniquement par « prorogation de bilan ». Or à la différence de la fabrication de billets et de pièces de monnaie il faut toujours un second acteur dans ce processus. Au moyen d'une promesse mutuelle de paiement les bilans des deux contractants sont prorogés, sans qu'à cette occasion naisse un gain ou bien un nouveau capital propre. Il s'agit tout d'abord d'un jeu de somme nulle.

La difficulté qui vient à notre rencontre à cet endroit, c'est que les concepts ne sont pas une reproduction du monde extérieur, au contraire, ils ont un contenu qui nous rend le monde extérieur tout d'abord compréhensible. Le monde reçoit son visage d'abord par nos concepts. C'est pourquoi si nous connaissons seulement le concept de monnaie comme une « chose » qui est créée et mise en circulation, alors il est compréhensible que nous nous expliquions le processus se trouvant dans le bilan de la banque comme si des banques de ce fait battaient monnaie, ou selon le cas, le créaient.

Il est pourtant possible de ne pas comprendre la monnaie comme une « chose », mais comme émanant au contraire du phénomène de comptabilité et de se former un nouveau concept de la monnaie. Si l'on examine de plus près pour cela la prorogation de bilan, on peut alors reconnaître que cet événement, bien qu'il représente un jeu de somme nulle, n'est pas sans importance, au contraire car un système de compensation [ou liquidation, *ndt*] est ainsi créé qui facilite l'échange réciproque des valeurs économiques. Par le prorogation du bilan la possibilité est créée que l'on achète et vende, sans billets ni pièces de monnaie existantes. Celui qui vend quelque chose, reçoit pour cela un droit qu'il peut plus tard de nouveau convertir. La naissance, l'échange et la conversion, de tels droits sont dûment constatés et portés mutuellement en lignes de compte dans les processus de comptabilité des banques. Un argent formé de cette manière peut aussi être caractérisé pour cette raison comme de l'argent « de compensation ».¹

En partant de cette compréhension de la monnaie les banques peuvent être regardées comme des lieux de compensations agissant comme de purs médiateurs dans l'événementiel économique. Dans leurs bilans se

¹ En science économique, ces deux concepts d'argent sont aussi désignés comme « *clearing princip* » et « principe de liquidité ». Voir Stephano Lucarelli & Lucio Gobbi : *Local Clearing Unions as stabilizers of local economic systems : a stock and flow consistent perspective (Des unions locales de compensation comme stabilisatrices des systèmes économiques locaux : une perspective consistante de stock and flow [à savoir ici « provision et écoulement » mais jamais traduit en français, ndt])*, dans *Cambridge Journal of Economics*, vol. 40, n°5, septembre 2016, pp.1397-1420.

reflètent les transactions des acteurs économiques. L'argent n'y joue plus de rôle comme une « chose », mais il existe en comptabilité pure qui facilite l'échange mutuel de valeurs.²

L'exemple « Sardex »

Mais les banques exécutent aussi mal que cela est pensable aujourd'hui ce rôle de lieux de compensation. Et pourquoi donc ? Un coup d'œil sur la monnaie alternative « Sardex », fondée après la crise financière de 2008 en Sardaigne, peut clairement en rendre la raison évidente. Le « Sardex » fut à l'époque édifié comme un système de compensation pour faciliter l'économie en dépit de la crise bancaire. Toute entreprise pouvait demander un compte. Elle était alors évaluée pour savoir si et combien de produits elle pouvait déposer à l'intérieur du système de compensation. Sur la base de cette évaluation cette entreprise recevait alors une attribution de ligne de crédit.

Aucun argent n'a besoin d'être imprimé ou créé. Chez « Sardex » l'argent prend naissance par l'échange de marchandises et de prestations de service. Si un entrepreneur achète chez un autre, celui-ci a un droit, l'autre une obligation — droit et obligation sont exprimés dans l'unité « Sardex ». Pour permettre un échange optimal des marchandises et prestations de service, on créa un système de courtiers. Une partie des collaborateurs « Sardex » a la tâche de mettre en réseau les entrepreneurs les uns avec les autres de manière optimale, pour ainsi faciliter un milieu d'échanges équilibrés.

Un tel système d'argent coopératif de compensation était exactement ce dont l'économie sarde avait besoin en Sardaigne. Tandis que les banques normales, travaillant en Euro, ne mettaient plus de liquidité à la disposition des entreprises de l'île et que l'économie succombait, là où l'on travaillait sur des comptes « Sardex », la production et l'échange des marchandises et prestations de service continuaient de fonctionner presque de manière illimitée.³

Commerce avec droits de propriété

Au contraire de « Sardex », dans le système de compensation des banques ce ne sont plus aujourd'hui des marchandises et des prestations de service qui sont échangées de manière primaire, mais au contraire des droits de propriété. Or ceux-ci peuvent incommensurablement faire monter leur valeur et — comme en 2008 — fausser tout le système. La cause ici ne repose pas dans le système de compensation même des banques, qui ne se distingue pas par principe de celui de « Sardex » — les deux reposant sur le principe d'une comptabilité doublée — mais au contraire sur l'art et la manière dont on se comporte à l'intérieur avec les droits de propriété.⁴

Avec « Sardex » l'argent de compte naît de manière primaire de transactions ayant lieu dans l'économie réelle. Dans le système de compensation des banques, tout particulièrement du fait que les grandes banques qui y participent, l'argent de compte naît par contre avant tout de l'achat de titres et valeurs. De ce fait les banques encouragent et soutiennent la spéculation dans le secteur financier de manière primaire, ce qui conduit régulièrement à des crises financières et économiques.

Richard Werner⁵, un économiste qui perce clairement à jour ce problème, fait pour cette raison une proposition qui envisage une tout autre direction que celle de l'initiative de la monnaie pleine.⁶ Celle-ci propose en effet une technique par laquelle on est censé parvenir encore à pouvoir mettre en circulation les

² Ce processus est décrit en détail par une nouvelle école du penser économique, qui s'appelle « *Quantum Macroeconomic* [quelque chose comme « macroéconomie quantum » ? *ndt*] ». Pour la littérature voir www.quantum-macroeconomics.info

³ Voir Stephen Eisenhut : *Gestion d'argent et formation d'association*, dans *Die Drei* 5/2018, pp.15 et suiv [Traduit et disponible sans plus en français auprès du traducteur (DDSE518.DOC), *ndt*]

⁴ Voir du même auteur : *La Dreigliederung de l'argent. L'argent comme problème du droit*, *Die Drei* 7-8/2015, pp.46 et suiv. [Traduit et disponible sans plus en français auprès du traducteur (DDSE7815.DOC), *ndt*]

⁵ Werner est professeur de *banking* international à l'université de Southampton en Angleterre. Voir Richard A. Werner : *Toward a New Monetary Paradigm : A quantity Theorem od Disaggregated Credit with evidence from Japan* dans *Kredit und Kapital* 2/1997, pp.276-309 ; du même auteur : *Toward a More Stable and Sustainable Financial Architecture — A Discussion and Application of the Quantity Theory of Credit* dans *Credit and capital Markets — Kredit und Kapital* 3/2013, pp.353-389 ; du même auteur : *Quantitative Easing and the Quantity Theory of Credit*, dans : *Royal Economic Society Newsletter* 162, juillet 2013, pp.20-22 — www.res.org.uk/vew/art5juil13features.html et du même auteur: *A lost century in Economics : Three theories of banking and the conclusive evidence*, dans *International Review of Financial Analysis* 46, juillet 2016, pp.361-379 — www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1057521915001477. L'ouvrage de Werner *Nouvelle politique économique* (Vahlen 2007) met en garde contre le retour des crises bancaires et présente une doctrine d'économie politique reliée à la réalité qui intègre la création du crédit et le système bancaire.

⁶ Quoique Richard Werner ait pris parti pour les idées de l'initiative monnaie pleine de manière erronée et était cité jusqu'à il y a peu sous le slogan « Des scientifiques saluent l'initiative de la monnaie pleine » — www.vollgeld-initiative.ch/wissenschaftler

billets de banque nationaux. Werner, par contre, voudrait parvenir à ce que les banques fussent amenées à laisser naître de l'argent de compte nouveau seulement par des transactions dans l'économie réelle, alors que pour les transactions dans le marché financier ne fussent autorisés que des dépôts réellement existants. Techniquement ceci serait tout à fait simple, puisque aujourd'hui déjà, toute transaction bancaire est tenue de préciser de quelle nature de paiement il s'agit.

En outre Werner souligne l'importance des banques locales. Dans une considération plus précise, il se révélerait qu'en Allemagne il existe déjà *de facto* un argent de compensation décentralisé. Dans les nombreuses caisses d'épargne, banques populaires et *Raiffeisenbanken* et autres, agissant localement, il voit la colonne vertébrale d'une économie moyenne. Dont il reconnaît le rôle, non seulement comme non problématique, mais au contraire carrément nécessaire. Car l'argent de compensation y naît de manière primaire des processus de production de l'économie réelle.

Avec une grande inquiétude Werner observe par conséquent les efforts entrepris pour supprimer ce système local et proche de l'économie [à savoir réellement économique, *ndt*] et le remplacer par un système reposant sur quelques grandes banques qui réalisent leurs affaires principalement dans le secteur financier. Ainsi, actuellement les banques plus petites sont poussées à la fusion par la politique de la BCE, de sorte que dans cinq ans il en existera moins de la moitié.⁷

Retour dans le futur

L'idée d'une monnaie de compensation couplée à l'économie réelle d'échange de production/prestation n'est pas nouvelle dans son principe. Une telle monnaie, au moyen de laquelle des marchandises et prestations de services sont compensées purement au plan comptable, fut déjà proposée après la première Guerre mondiale par Rudolf Steiner, pour permettre un système économique coopératif adapté aux circonstances d'une économie globalisée.⁸ En 1944, un tel système fut pareillement proposé par John Maynard Keynes. Il esquissa pour les négociations à Bretton Woods, un lieu de compensation global pour les échanges internationaux de marchandises et prestations de service. Dans sa proposition celles-ci étaient censées être compensées dans une nouvelle unité à créer ou « *Bancor* ». Des déficits comme des excédents trop grands devaient être sanctionnés afin de faciliter un équilibre du commerce mondial.⁹

Ces deux propositions ne rencontrèrent qu'un faible écho. L'économie mondiale se fonde par conséquent aujourd'hui aussi encore pour l'essentiel sur des monnaies nationales concurrentes entre elles, qui sont gérées par des banques nationales respectives, astreintes aux intérêts économiques de leur pays respectif. Après les catastrophes du 20^{ème} siècle, les avantages d'une monnaie de compensation non-étatique décentralisée devrait pourtant être nettement reconnaissables. Alors qu'au moyen des monnaies des états nationaux en général les intérêts égoïstes des pays se voyaient mis en loterie, les monnaies de compensation peuvent être créées parfaitement indépendamment des états nationaux et de leurs intérêts — comme Steiner et Keynes l'avaient proposé et la monnaie alternative « *Sardex* » l'a démontré exemplairement. Directement à l'époque actuelle, où l'on s'inquiète tant des tendances nationalistes renaissantes, il faudrait espérer que l'idée d'un argent de compensation, créé purement à partir des conditions économiques réelles, rencontre une résonance.

C'est le contraire d'une telle évolution par contre que souhaite la réforme de la pleine monnaie en Suisse. Elle veut que seul l'état national fabrique la monnaie. Ce serait rendre plus étroit l'attachement de l'argent à l'état national que c'est le cas actuellement. Cela octroierait à l'argent un caractère de « chose » et des conditions préalables idéales pour une concurrence internationale des monnaies. Rêver de cela dans la *Seldwyla*¹⁰ Suisse démocrate d'aujourd'hui, à savoir de créer une pleine monnaie propre à l'état centralisé pourrait cependant mener à un mauvais réveil à moyenne échéance — particulièrement ensuite si d'autres états autoritaires trouvent cette idée bonne pour eux !

Die Drei 6/2018.

(Traduction Daniel Kmiecik)

P.S. La monnaie pleine n'a finalement pas été retenue par la votation de la Nation suisse. D.K.

⁷ Voir l'entretien de Rischrd Werner sur *YouTube* : www.youtube.com/watch?v=ECOG7pY4wRE

⁸ Voir la discussion en soirée du 22 mai 1919 dans Rudolf Steiner : *Conseils d'entreprise et socialisation* (GA 331), Dornach 1989, pp.222 et suiv. ou la conférence du 6 août 1922 dans du même auteur : *Cours d'économie politique* (GA 340), Dornach 2002 pp.199 et suiv.

⁹ Voir Massimo Amato & Luca Fantacci : *Back to which Bretton Woods ? Liquidity and clearing as alternative principles for reforming international payments*, dans *Cambridg Journal of Economics*, vol. 38, n°6, novembre 2014, pp.1431-52.

¹⁰ Le cycle de nouvelles que l'écrivain suisse Gottfried Keller rédigea entre 1853 et 1875, *Les gens de Seldwyla*, dépeint de manière humoristique les bourgeois écervelés et pétulants d'une petite ville suisse fictive et passe pour un exemple significatif de nature économique.